BAZOOKA

LIBAN, AINSI VA ...

PAR MOHAMED BOUHAMIDI
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

Fouad Siniora a choisi ses mots : la Hezbollah tente un coup d'Etat contre la démocratie. Pas contre lui, pas contre le régime, pas contre la République ! Non ! Contre la démocratie. En ces moments d'hystérie interventionniste au nom des droits de l'homme et de cette valeur suprême du parlementarisme, les mots de Siniora valent leur pesant de menaces étrangères. Pour le reste, il reste ferme : l'armée doit aller au charbon et désarmer le Hezbollah. Pour lui, il y a ces deux fameuses résolutions, la 1559 et la 1701, qui appellent au désarmement des milices. Entendez le désarmement du Hezbollah. L'armée volerait en éclats à la première velléité de s'en prendre aux armes de la résistance ? Mais c'est dans le plan américano-arabo-israélien. Cette armée, qui place l'unité du Liban au-dessus des intérêts d'une majorité forcément conjoncturelle, doit tomber. Il est évident que les USA et Israël, suivis des régimes saoudien et égyptien, ont déjà arrêté les buts de la guerre : combattre l'Iran et ses alliés au Liban. Défini et presque réuni tous les moyens nécessaires en désignant un général commandant la Finul qui porte aussi la casquette de l'Otan, réuni une vraie flotte au large du Liban, en comptant sur les deux navires américains spécialisés dans l'interception des communications, des missiles, des sous-marins. Il faut compter aussi l'arsenal d'Israël qui peut intervenir puisque, pour une fois, il défendra les intérêts arabes contre les menaces iraniennes et avec la bénédiction ouverte des Arabes cette fois-ci, contrairement à 2006 où il n'a reçu des encouragements qu'en sous-main. Le cadre légal est déjà là avec la 1559 et la 1701. Il reste le prétexte : Siniora vient de le formuler : l'attaque contre la démocratie, c'est-à-dire une attaque qui n'est pas dirigée spécifiquement contre le gouvernement mais contre le monde entier. Il reste maintenant les habillages médiatiques. Ils ont déjà commencé puisque agences de presse et autres médias répètent depuis quatre jours que seul le Hezbollah n'a pas désarmé depuis les accords de Taëf, comme si les miliciens qui ont mené les combats pour la majorité sont tombés du ciel. Condoleezza Rice a déjà déclaré que le Hezbollah doit payer pour ses crimes contre des civils. Kouchner, le spécialiste des ingérences «humanitaires» et autres, soutient le gouvernement légal. Est-il 100% légal ? Bref, il manque quelques détails à la légitimation d'une intervention que les USA espèrent rapide, au vu des moyens mis en place. Je pense qu'ils seront rapidement mis au point. Les chefs de la majorité recevront le pactole comme la famille Hariri qui a réussi à multiplier par cent sa richesse sous le règne de Rafik en faisant passer la dette libanaise de 4 à 40 milliards de dollars. Et les peuples arabes, les quidams que nous sommes découvriront combien les oligarchies arabes peuvent piétiner les intérêts nationaux. Il était temps aussi que les gifles de la réalité nous réveillent de nos douce-reuses aliénations identitaires.

M. B.

PERISCOOP
periscoop2008@yahoo.fr
Le Soir d'Algérie - dimanche 11 mai 2008 - Page 2

DÉSILLUSION

Persuadé d'être nommé dans une importante wilaya du pays, un des walis délégués de la capitale est allé jusqu'à présenter ses adieux aux personnels des différents services de sa circonscription administrative. Ce responsable, visiblement déçu de ne pas être parmi les heureux élus, s'est finalement cloîtré dans son bureau durant toute la journée de mercredi.

Le veto de Ghoulamallah

Le ministre des Affaires religieuses a officiellement saisi le wali de Tipasa pour empêcher la tenue d'une rencontre de l'Union nationale des zaouïas d'Algérie.

L'intervention de Bouabdellah Ghoulamallah est perçue comme une «ingérence». L'UNZA, dont le président n'est autre que le frère de Abdelaziz Belkhadem, est placée sous la tutelle du ministère de la Solidarité nationale.

Cap Djinet peut attendre

Officiellement, la livraison du nouveau port de pêche de Cap Djinet, dans la wilaya de Boumerdès, réalisé par le groupement d'entreprises Meditram (Algérie) et Arab Contractors (Egypte), ne saurait tarder. Dans les faits, le projet doit attendre encore des années. Et pour cause, le nouveau port est totalement ensablé. Une récente étude a, en effet, démontré que, du fait d'une mauvaise étude préalable, 100 000 m³ de sable doivent être évacués du site.

Un parking pour Douéra

Il y a près de 3 ans, les jeunes de Douéra, dans la lointaine banlieue d'Alger, avaient bénéficié, grâce au soutien du ministère de la Jeunesse et des Sports, de l'aménagement d'une «aire de jeu de proximité», très à la mode à l'époque. Récemment, cette aire de jeu a été transformée en parking gardé par les autorités locales, au grand dam des jeunes de la localité priés, ainsi, d'«aller jouer ailleurs».

Ça se passe comme ça à Chlef

Après avoir été sérieusement saccagée par les manifestants lors des récentes émeutes, l'agence BEA de Chlef vient de rouvrir ses portes, malgré, dit-on, les recommandations des services de sécurité. Et pour cause : les locaux, loués auprès d'un privé il y a plus d'un an, ne répondent pas aux normes. Le hic est que cette location avait été effectuée pour permettre la réalisation de travaux au niveau de l'ancienne agence et que, plus d'un an après, les fameux travaux n'ont même pas été entamés.